

## BURUNDI : UN COUP D'ÉTAT PORTEUR D'ESPOIR

Décembre 1976

**Vers un dialogue entre le pouvoir et les masses rurales ?**

PAR JEAN-PIERRE CHRÉTIEN

Le 1er novembre dernier, dans la soirée, le président Michel Micombero, au pouvoir depuis le coup d'Etat du 28 novembre 1966 qui avait mis fin à la monarchie, était à son tour destitué par l'armée. Le régime est pratiquement tombé de lui-même, sans coup férir. Un « *Comité suprême révolutionnaire* » de trente officiers se fixe comme objectif de « *redéfinir toute la politique nationale* », de « *remettre de l'ordre dans les organes de l'Etat (...) en les débarrassant des éléments moralement incapables* » et de « *mettre sur pied les organes du parti UPRONA* ». Dix d'entre eux ont constitué un comité exécutif chargé de suivre cette restructuration. Le colonel Jean-Baptiste Bagaza est devenu chef de l'Etat le 9 novembre. Il a nommé premier ministre le lieutenant-colonel Edouard Nzambimana, qui a présenté, le 13 novembre, un gouvernement de dix-huit membres, dont quatorze civils, presque tous de nouvelles figures sur la scène Politique de ce petit pays d'Afrique orientale.

**Un peuple meurtri par une idéologie raciale**

Il est impossible d'évoquer le Burundi sans parler aussitôt des Tutsis et des Hutus. Mais il est difficile de donner une définition simple d'une situation complexe et quasi unique en Afrique (1). Il ne s'agit en effet ni de tribus ni d'ethnies caractérisées, tous les Burundis parlant la même langue et partageant les mêmes traditions à travers les « *collines* » de ce magnifique bastion montagneux qui domine le nord-est du lac Tanganyika. La particularité du Burundi et des autres royaumes voisins (correspondant aux territoires actuels du Rwanda, de l'est du Zaïre, du nord-ouest de la Tanzanie et de l'ouest de l'Ouganda) était la juxtaposition de grandes catégories à vocation spécialisée, pastorale ou agricole.

A la fin du dix-neuvième siècle, lorsque les premiers explorateurs européens atteignirent les bords des grands lacs, ils furent frappés par l'importance politique des éléments Pastoraux dans certains de ces royaumes (notamment au Rwanda et en Ankole). Impressionnés par la structure de ces monarchies et surpris de rencontrer au milieu des « *ténèbres* » de l'Afrique des traits physiques ou culturels qui ne répondaient pas au cliché habituel du « *nègre* », ces voyageurs, à la suite de l'Anglais Speke, appliquèrent à cette partie de l'Afrique une idéologie de races déjà rodée, au nord-est du continent, à savoir celle de l'existence d' « *Européens noirs* » que l'on baptisa alors Chamites ou Hamites et que l'on supposa venus d'Asie via l'Ethiopie ou le Nil. Cette mythologie, aujourd'hui récusée par les chercheurs sérieux, eut un impact extraordinaire sur la vision des colonisateurs allemands puis belges au Burundi.

Un portrait stéréotypé et caricatural du Tutsi, « *pasteur hamite, conquérant de 2 mètres de haut* », opposé au Hutu, « *agriculteur bantou, autochtone de petite taille* », s'imposa dans la tradition écrite occidentale. Et, dans leur pratique de l'administration indirecte, les colonisateurs firent coïncider le remodelage des institutions dites féodales de l'ancienne royauté avec une promotion politique de la « *race supérieure* » tutsi. En 1899, le premier officier allemand qui osa attaquer les guerriers du grand roi Mwezi refusa de recevoir une délégation de deux conseillers influents du roi, car on lui avait dit que c'était des Hutus. En 1936 on pouvait lire sous la plume du résident belge Pierre Ryckmans : « *Les Batutsis sont destinés à régner sur les races inférieures qui les entourent.* »

La société burundaise fut victime d'un double quiproquo : la racialisation d'anciens clivages sociaux d'une autre nature et la tendance à y importer la rigidité de la hiérarchie rwandaise, jugée plus « *parfaite* » dans le cadre de l'ancien Ruanda-Urundi. Le prix de cette politique se paya à partir des années 60.

La proclamation de la République au Rwanda en 1961 par Grégoire Kayibanda fut suivie de l'exil ou du massacre de milliers de Tutsis. Le Burundi semblait pouvoir échapper à ce déchaînement : la famille royale y constituait une catégorie à part, non tutsi, et, malgré la politique coloniale, les Hutus y avaient gardé une influence sensible. Mais l'obsession du génocide le gagna sous la double influence des réfugiés tutsis rwandais et de leaders hutus persuadés de l'approche d'une révolution identique qui leur donnerait le pouvoir par le jeu automatique de la majorité « ethnique » (80 à 85 % de la population). La première explosion eut lieu en octobre 1965 : tentative de coup d'Etat hutu, massacres de Tutsis en province de Muramvya, répression contre les cadres hutus. Ces événements représentèrent un traumatisme qui conditionna toute la vie politique depuis dix ans. La monarchie restée en place après l'indépendance (en 1962) fut jugée incapable de maintenir l'unité nationale. La République, proclamée par M. Micombero en novembre 1966, apparut comme le gage d'un renouveau qui permettrait de surmonter ces divisions.

## L'effritement d'un régime

Durant quelques années, le régime sembla s'engager sur la voie des réformes. Mais les événements de 1972 (massacres de Tutsis dans le sud du pays par des groupes de rebelles hutus en avril, répression massive et cruelle dirigée contre toutes les élites hutus en mai-juin) plongèrent le pays dans un drame tel qu'il n'en avait jamais connu. Seules la peur et la démoralisation qu'il a laissées derrière lui peuvent expliquer qu'un régime impliqué dans une telle catastrophe ait pu encore survivre quatre ans. En fait, la déception était perceptible depuis 1969. Les trois piliers du régime - le parti UPRONA, l'armée et le président lui-même - virent progressivement leur autorité se désagréger.

L'UPRONA (parti d'Unité et de progrès national), créé à la veille de l'indépendance par le prince Louis Rwagasore (le « héros national » assassiné en octobre 1961), déclaré parti unique en 1966, n'a jamais tenu de congrès national (mis à part celui d'octobre 1974, chargé de réélire sans discussion le président Micombero). Sa charte, élaborée en 1967, affirme des principes de justice et de progrès, mais ce qui prime, c'est l'appareil du parti, souvent lié à l'administration, voire à la police, selon les règles du « centralisme démocratique » et chargé en fait d'encadrer la population. Les organisations parallèles (Union des travailleurs burundais, Union des femmes burundaises, Jeunesse révolutionnaire Rwagasore) sont de plus en plus étouffées. Les étudiants de la J.R.R. ne purent tenir de congrès depuis 1973.

La Constitution, promulguée seulement en juillet 1973, concentrait les pouvoirs aux mains du général-président-secrétaire national de l'UPRONA. Mais celui-ci, plus à l'aise dans l'art de manœuvrer les personnes que dans celui de gérer les affaires, était de plus en plus traité comme un roi, depuis les chansons populaires l'invitant à « régner » jusqu'au style courtisan de son entourage. Le milieu politique de Bujumbura (une capitale de cent mille habitants) se scindait en petits groupes liés par des affinités personnelles, des relations familiales ou selon l'origine régionale. Ce type de rivalités éclata notamment lors d'un grand procès politique en 1971. On a beaucoup parlé de « régionalismes » ou de « clans » définitions trop superficielles. En voici un exemple. Les politiciens les plus influents étaient ceux originaires de la même province que M. Micombero, celle de Bururi. Or leur principal dirigeant, M. Simbananiye, resta ministre sans interruption depuis mars 1971, tandis que l'un de ses « compatriotes » (ils sont de la même commune), M. Bimazubute, ministre entre la fin de 1972 et la fin de 1975, fut renvoyé en 1976 « sur sa colline », sorte de relégation devenue ces derniers temps la forme burundaise des lettres de cachet. On risque de ne rien comprendre au dernier coup d'Etat si l'on méconnaît l'existence d'options politiques divergentes derrière la grille des classements géo-ethnographiques.

L'armée elle-même n'a pas échappé aux effets de ces intrigues de cour. Les rivaux éventuels de M. Micombero furent successivement éliminés, en 1969 (procès d'un

complot hutu) puis en 1971 (procès contre des Tutsis qualifiés pour l'occasion de « royalistes »). Les promotions et les nominations militaires étaient aussi des enjeux pour les groupes politiques. L'armée se voyait l'otage d'une sorte d'extrémisme pro-tutsi et prise dans un cercle vicieux : l'immobilisme politico-social menait à terme vers de nouvelles crises violentes, mais les critiques contre ce *statu quo* étaient étouffées au nom de la paix et de l'unité.

## Le sort des paysans

Ces débats ont en fait laissé la masse rurale indifférente, même si leurs effets étaient tragiques. Ils passionnent une minorité citadine qui représente 2 ou 3 % de la population (commerçants, employés, les dix mille fonctionnaires, avec leurs familles). Avec une croissance annuelle de plus de 2 % ce pays approche des quatre millions d'habitants et atteint une densité - exceptionnelle en Afrique - de cent quarante habitants au kilomètre carré. Sa population a quadruplé depuis le début du siècle, et il voit ses équilibres écologiques et sociaux se disloquer. Les propriétés se chiffrent en ares et le moindre accident pluviométrique est une menace de disette, on l'a vu en 1975. Or la production vivrière a été plutôt négligée par les pouvoirs au profit des cultures d'exportation : café et coton Attaché de recherche au C.N.R.S. depuis la colonisation, thé depuis quelques années avec l'aide du Fonds européen de développement (FED) (1100 tonnes en 1975). Mais les récoltes sont très fluctuantes (30 000 tonnes de café en 1974, 16 000 en 1975, de nouveau une bonne récolte en 1976) et soumises aux aléas des cours internationaux (le gel au Brésil a été apprécié au Burundi !). La récolte annuelle de café permet de payer l'impôt et de faire quelques achats en revanche les paysans n'apprécient guère le coton (en recul) et le thé (payé 0,15 FF à 0,30 FF par kilo selon les cas), car les vivres (haricots, bière de banane, etc.) rapportent plus et, avec l'autoconsommation, fournissent 80 % au moins de leurs revenus. Un effort a été fait dans la plaine au nord du lac Tanganyika (l'Imbo) avec l'aide du FED, 2 000 hectares de riz ont été plantés.

Un chômage latent, énorme, ne peut être résorbé, vu la faiblesse des industries de Bujumbura. La découverte de riches gisements de nickel au sud-est et au centre du pays, avec l'aide du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), a ouvert la perspective d'un doublement du produit intérieur brut, mais le consortium international en projet en est aux études de rentabilité, compte tenu des investissements nécessaires en matière de transports et d'énergie. Les frontières des nouveaux Etats rendent très difficile l'émigration. Ajoutons les carences médicales (un médecin pour quarante mille habitants, alors qu'une infime minorité se fait soigner en Europe aux frais de l'Etat comme le rappelait récemment un groupe d'étudiants burundais en médecine) et les limites de la scolarisation (19 % en 1972, dont les deux tiers ne terminent pas l'école primaire, quelques milliers d'élèves dans le secondaire, quelques centaines à l'université). L'étroitesse des places dans les écoles, puis des possibilités d'emploi, aiguise la concurrence et fait jouer le népotisme et les passions « ethniques ». C'est à ce niveau, comme à celui de la politique sociale globale, que se jaugera l'effort de justice du nouveau régime.

Mais le sort du pays dépend largement de l'étranger. Les deux tiers de ses exportations vont aux Etats-Unis (le café est lié au dollar), les deux tiers des importations viennent du Marché commun. L'enseignement, la santé, l'équipement économique, bénéficient de différentes coopérations (chiffres de 1975, en millions de dollars : ONU (5,5), FED (5), Belgique (8), France (3,6), Allemagne (1,3), U.R.S.S. (1), Chine, Roumanie, émirats arabes, etc. Mais la diffusion d'un mode de vie occidental en ville accroît le déficit de la balance commerciale. Outre 52 000 Rwandais et 35 000 Zaïrois, on trouve au Burundi un millier d'Asiatiques et quelque 5 000 Européens (dont 3 000 Belges, 750 Français et 600 Grecs). Plus de la moitié des professeurs du secondaire sont étrangers. Les banques sont liées aux firmes belges Belgolaise et Lambert. L'armée est équipée par la France.

Le commerce, après l'échec de l'Association des commerçants burundis, est toujours

dominé par des étrangers (Belges, Grecs, Pakistanais, Rwandais) qui spéculent sur les prix des denrées de première nécessité, et font partir leurs devises. Le salaire moyen d'un fonctionnaire (environ 600 FF), bien que quatre ou cinq fois supérieur à celui d'un ouvrier, est resté stable de 1963 à 1976. Certains ont été tentés par les compensations proposées par ces milieux d'affaires. Trop de faux problèmes ont empêché ce pays, un des vingt-cinq les plus pauvres du monde, de penser réellement à son développement, c'est-à-dire à ses paysans en tant que tels.

## Un style justicialiste

Ces données aident à comprendre les thèmes développés par le colonel Bagaza dans sa proclamation du 2 novembre. Il y dénonce un pouvoir fondé sur l'intrigue, la corruption et la « *fête permanente* », l'étouffement et la folklorisation du parti (notamment dans la préparation du congrès prévu pour le 14 novembre par l'ancien régime), l'absence de cohésion gouvernementale et l'incohérence économique, la croissance d'une classe bourgeoise composée d'éléments nationaux et étrangers vivant de la spéculation et de la corruption aux dépens des paysans et des ouvriers. Il conclut : « *Après dix ans de pouvoir sans partage, tout est à faire ou à refaire.* » Seule la politique extérieure reste intangible : bon voisinage (ce qui signifie la poursuite de la Communauté économique des Grands Lacs, structurée en septembre dernier à Gisenyi avec le Rwanda et le Zaïre), neutralisme et aide aux peuples opprimés (le Burundi a été un des premiers à reconnaître le M.P.L.A. en 1975 et le gouvernement Sahraoui en 1976).

On retrouve dans ce discours de style justicialiste des échos des analyses des milieux intellectuels, par exemple celles du Cercle des étudiants burundis en Belgique qui rassemble des Hutus et des Tutsis (2). Les premières interprétations visant à classer les auteurs du coup d'Etat dans tel ou tel clan régionaliste se sont révélées fausses. Le nouveau chef de l'Etat est d'ailleurs de la même commune que l'ancien (celle de Rutovu) et, surtout, les officiers du C.S.R. comme ceux du comité exécutif sont de toutes les provinces. La même volonté d'ouverture s'observe dans le gouvernement (dont quatre membres sont hutus). Le choix des portefeuilles attribués aux ministres militaires (Nzambimana, Ruhwikira, Bandusha et Kayibigi) : plan, information, santé et agriculture, laisse penser que l'accent sera mis désormais sur les problèmes économiques et sociaux, notamment dans les campagnes (deux secrétaires d'Etat sont adjoints au ministre de l'agriculture).

Certes, il faut attendre les actes. Le régime ne résoudra pas aisément des problèmes sociaux qui se posent à toute l'Afrique et il n'effacera pas sans difficulté le fossé creusé par les morts de 1972. Mais pour rompre précisément avec cette aliénation et avec la perspective sans issue de massacres en série, il sera tenu de mener une politique sociale et de dialogue avec les masses rurales. Les quinze années précédentes ont été une dure leçon pour le Burundi et le Rwanda (où le régime a changé aussi depuis 1973), en révélant aux élites de ces deux pays qu'on ne peut plus se contenter de parler abstraitement (ou racialement) du « peuple » si on songe à le faire réellement progresser.

**JEAN-PIERRE CHRÉTIEN**

(1) Cf. Bernard Aupens, « La nation survivra-t-elle aux massacres successifs ? », dans *Le Monde diplomatique* de juin 1972.

(2) Voir son bulletin *L'Etudiant patriote* de mai 1976. Autres ouvrages à consulter sur le Burundi : « Le Burundi », *Notes et études documentaires*, 17 février 1967 ; « Burundi et Rwanda, 1972-1974 », *Universalia*, 1975, pages 182-184 ; « Eglise et Etat au Burundi », *Cultures et Développement*, 1975, I, pages 3-32.

Mots-clés

- **Afrique**
- **Burundi**
- **Rwanda**
- **Agriculture**
- **Colonialisme**
- **Commerce**
- **Économie**
- **Histoire**
- **Racisme**
- **Violence**

Le Monde diplomatique — Édition imprimée — décembre 1976 — Page 17

---

Tous droits Réservés © 2013 Le Monde diplomatique.